

Éric Ciotti : « Pour que la France reste la France »

Le député LR des Alpes-Maritimes Éric Ciotti, candidat à la primaire de la droite, expose son ambition en vue de l'élection présidentielle. Il fera sa rentrée politique, demain, à Levens.

Les candidats à la primaire à droite sortent petit à petit du bois. Alors que Xavier Bertrand (ex-LR) s'est affranchi de la case primaire et que Laurent Wauquiez (LR) a jeté l'éponge hier, d'autres, en revanche, ont décidé de faire le premier pas : Valérie Pécresse (ex-LR), Philippe Juvin (LR) et Michel Barnier (LR) [lire en page suivante]. D'autres sont attendus dans les semaines à venir. Comme Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, auquel pourrait s'ajouter le maire de Cannes, David Lisnard. Éric Ciotti se garde bien d'évoquer ses relations avec des concurrents supposés, préférant se concentrer sur son projet.

Les candidats se multiplient. Avez-vous échangé ? Qu'avez-vous de plus ou de différent ?

Si vous le permettez, je ne vais pas me situer par rapport à des candidats potentiels. Je me suis engagé pour porter un projet. Pour défendre des idées qui, je crois, n'ont jamais été vraiment, au cours des dernières années, posées dans le débat politique. Je fais le constat accéléré du déclin de notre pays qui perd de sa souveraineté, de son identité, de sa sécurité, qui voit son destin lui échapper. Record de dette, immigration massive, la France recule. Ma campagne sera à droite, pour que la France reste la France.

Comment Nicolas Sarkozy a-t-il réagi à votre candidature ? Quels conseils vous a-t-il peut-être délivrés ?

Je l'ai eu au téléphone, je l'ai informé de ma démarche. Je ne pense pas qu'il apporte son soutien à quelque candidat que ce soit. Mais j'ai toujours entretenu avec lui un lien de fidélité important. Et je voudrais que ma campagne renoue avec l'esprit de celle de 2007, quand justement Nicolas Sarkozy avait affirmé des idées de droite très fortes, sachant rassembler sur un programme et un projet qui étaient tout, sauf de l'eau tiède.

Que recouvre votre



« En matière d'immigration, il faut renverser la table », recommande Eric Ciotti.

(Photo Frantz Bouton)

programme en termes d'économie, de santé ou d'éducation ?

On me connaît plus sur mes positions régaliennes, sur lesquelles je travaille depuis de nombreuses années à l'Assemblée nationale. Je suis fier d'avoir fait voter une loi supprimant les allocations familiales aux parents dont les enfants ne respectent pas les principes de la République. Fier d'avoir créé un service citoyen pour les mineurs délinquants. Fier d'avoir fait avancer des propositions contre le terrorisme. Mais naturellement, mon projet embrassera toutes les perspectives. Je souhaite notamment que l'on retrouve très vite une souveraineté industrielle. Sur le plan économique, mon programme rejoindra pour beaucoup celui de François Fillon. Pour alerter sur le danger, pour les générations à venir, d'une dette abyssale. Car il faut le dire, la France, aujourd'hui, vit à crédit. Quand la dépense publique occupe près des deux tiers de la richesse nationale, cela veut dire que nous sommes quasiment dans un État nationalisé. On ne peut pas continuer ainsi.

Quelques mesures

emblématiques ?

Je ferai des propositions pour diminuer les droits de succession et pour faire en sorte qu'il n'y ait plus que trois taux pour l'impôt sur le revenu. Là encore, c'est une injustice majeure que la quasi-totalité de cet impôt pèse sur une minorité de Français. Tout cela pouvant être compensé par une augmentation de deux points de la TVA. Je proposerai aussi le retour à la retraite à 65 ans et aux 39 heures. Sur le défi climatique, il faut aussi avoir le courage de dire que la seule réponse sera l'accroissement de notre capacité de production d'électricité. Une électricité issue du nucléaire : le reste, ce sont des balivernes.

Vous entendez « cranter l'aile droite » des Républicains. Quelle différence de nature et de fond par rapport à Marine Le Pen et Eric Zemmour ?

J'ai adhéré au RPR à seize ans. Issu d'une famille qui vouait une admiration sans bornes au général de Gaulle. Mon oncle résistant, adjoint au maire de Saint-Martin-Vésubie, mon grand-père prisonnier de guerre. Je suis de droite et je suis républicain. Marine Le Pen, ce n'est pas ma famille

politique. J'ai mes idées, je trace ma route, je n'ai jamais été sensible aux modes, je défendrai dans cette campagne une étanchéité totale par rapport au macronisme.

Macronisme qui se solde, selon vous, par un quinquennat « inutile et dangereux » ?

Inutile, parce que nous aurons perdu cinq ans. Aucune des réformes structurelles dont notre pays a besoin n'aura été engagée. Rien sur les retraites. Rien sur la réorganisation de l'État. Rien sur la décentralisation. Toujours plus de normes, de contraintes, de bureaucratie. Le macronisme, c'est l'absence d'idées, de choix et de courage : à force de penser tout, on ne pense plus rien et l'on reste immobile. Et ce quinquennat a été dangereux car l'absence de courage a laissé nos adversaires avancer.

L'adversaire c'est l'islamisme ?

La violence et l'islamisme, aujourd'hui, nous menacent. Emmanuel Macron nourrit une vision de l'histoire qui me paraît contraire aux intérêts de notre pays. Quand il dit qu'il

n'y a pas de culture française ou que la France a commis un crime contre l'humanité en Algérie, quand il refuse de défendre notre identité au-delà des mots, il met en péril l'avenir de notre nation. Je crois urgent de tourner la page des dix années Macron-Hollande.

La crise de la Covid n'a-t-elle pas réduit son rayon d'action ?

La crise sanitaire a bon dos. Avant, aucune réforme n'avait été engagée. Celle des retraites avait déjà beaucoup de plomb dans l'aile. J'ai l'impression que cette crise de la Covid sert d'alibi pour une ouverture de vanne électorale avec de l'argent public qu'il va falloir rembourser. Il faut que les Français sachent que l'addition sera très lourde. La gestion de la crise sanitaire n'a pas non plus été, c'est le moins que l'on puisse dire, une grande réussite. Ce gouvernement a beaucoup contribué à faire douter les Français de la parole publique. Par ses hésitations, ses revirements, ses mensonges.

Vous prônez un référendum sur l'immigration mais admettez qu'il est de notre

devoir d'accueillir les Afghans qui ont aidé la France...

Ce que je demande, c'est que ceux qui ont travaillé avec notre armée ou notre diplomatie soient protégés. On parle de quelques centaines de personnes. Que l'on ne réitère pas l'erreur tragique des harkis. Pour le reste, notre pays a pris sa part et je ne veux pas que l'on accroisse ces flux. Il appartient aux Français de décider, sur ce sujet comme sur d'autres. Car ce qui nourrit l'abstention, c'est la perte de crédibilité de l'action publique. Ce qui a pu frapper aussi la droite. En matière d'immigration, il faut renverser la table.

Droit du sang plutôt que droit du sol ?

Oui. Je considère que l'on ne peut pas continuer à devenir français par hasard. On a vu ces jeunes huer le drapeau dans les stades. Ou ne pas respecter la minute de silence lors des hommages à Samuel Paty, cet enseignant assassiné. Ces jeunes sont français, mais ils n'aiment pas la France. Devenir français, cela doit être l'expression d'une adhésion forte aux principes de la République. Ou alors, que l'on soit fils ou fille de Français.

Contre le complotisme, vous êtes favorable à l'obligation sanitaire.

Y compris pour les enseignants, policiers et pompiers. Au risque de perdre quelques soutiens ? Sur le vaccin, on a rattrapé une partie du retard et c'est bien ; je suis dans une opposition qui se veut responsable quand il le faut, j'ai mon libre arbitre, et même si c'est impopulaire, je défends mes convictions.

Ciotti Président ?

En tout cas, ce que je souhaite, c'est faire avancer mes idées. Je suis convaincu que c'est à droite que se trouvent les solutions et qu'il faut enfin avoir le courage de les mettre en œuvre. Si, dans cette campagne, je réussis déjà à les pousser, ce sera déjà un succès.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCK LECLERC fleclerc@nicematin.fr